

## PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 14 MARS 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze mars à vingt heures, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de Sainte Honorine du Fay, sous la Présidence d'Alain MAUGER, Maire (convocation du 28 février 2024).

**Étaient présents :** Jean-Claude BALLOIS ; Nelly DEPRAY ; Sandra GALLON ; Françoise HOUDAN ; Christian LEREVEREND ; Nathalie OUTIN ; Jean-Baptiste PROVENÇALLE ; Hélène QUESNOT ; Guy THOBIE.

**Absents excusés :** Fabienne BEAULIEU ayant donné pouvoir à Guy THOBIE ; Marie-Laure DENIS ayant donné pouvoir à Alain MAUGER ; Emmanuelle GEVREY LE FEVRE ayant donné pouvoir à Nelly DEPRAY ; Alexis LEMANISSIER ; Thomas VANNINI.

**Secrétaire de séance :** Hélène QUESNOT.

### INFORMATIONS DIVERSES :

**Rénovation du logement de la Poste :** M. le Maire informe les membres du conseil que les travaux ont démarré et que le déblaiement a été réalisé.

**Travaux RD36 entre les deux ronds-points :** La communauté de communes a débouché le tuyau d'assainissement situé entre les deux ronds-points. Notre commune est désormais dans l'attente de l'entreprise par l'agence routière départementale afin de réaliser la réfection des bandes de roulement pour pouvoir effectuer la réfection du petit rond-point (au croisement de la RD 36 et de la RD139). M. le Maire souhaiterait que soit conservé dans le projet d'aménagement le passage surélevé entre le lotissement Louisiane et celui du Ronceray.

### Plantation de pommiers :

Des pommiers de pommes à croquer ont été plantés sur le terrain communal du lieu-dit Cautru en présence de 3 classes de l'école, des enseignants, de membres de l'APE, de David PICQUENOT et de M. BUISSON. Il s'agit de 6 pommiers qui avaient été greffés par M. LEFORT, décédé, et anciennement bénévole au jardin conservatoire de Maltot, et qui ont été fournis à l'APE, et de 6 pommiers à haute tige achetés par la commune. Aussi, M. CRESTEY Arnaud de Maizet a fait don de ses pommiers à la commune, ce qui a permis d'en planter davantage sur ce terrain, mais aussi près du préau de l'école maternelle, au niveau du terrain BMX. Il s'agit essentiellement de pommiers à basse tige. Ces plantations ont été réalisées avec la participation du personnel communal.

### Projet de construction de la garderie et de la salle de motricité :

- le permis de construire est en cours d'instruction ;
- une demande de subvention DETR a été déposée auprès de la Préfecture. Des renseignements auprès de la CAF ont été pris pour savoir quelles sont les conditions nécessaires à une aide de sa part : une convention doit être signée avec la CAF, et la commune doit répondre à certaines règles notamment en termes de personnel périscolaire. Il faut étudier la faisabilité de la mise en place des critères imposés par la CAF et si cela est judicieux.

- une étude a été réalisée par le bureau d'études BADER pour savoir s'il était opportun de prévoir la pose de panneaux photovoltaïques sur la toiture du bâtiment projeté. Cela est déconseillé en raison de la configuration des lieux et l'orientation du bâtiment ne permet pas d'exploiter au mieux un générateur photovoltaïque, et cela en raison des ombres portées par les bâtiments environnants. Pour créer un générateur photovoltaïque, il pourrait éventuellement être envisagé d'installer des panneaux sur le préau en fond de cours de la maternelle. Toutefois l'installation de ces panneaux nécessitera de refaire le préau avec une structure métallique adaptée et une tranchée traversant la cour pour revenir au bâtiment. Et il faudra également réfléchir à l'utilisation de l'énergie produite (autoconsommation peu intéressante car, en été, la production est maximale alors que l'établissement est fermé, ou bien revente...).

**Commission budget :** M. le Maire informe les membres du conseil qu'une commission budget aura lieu le lundi 25 mars à 18h30.

M. le Maire fait part de problèmes du presbytère avec l'appartement voisin, et cela en raison de travaux effectués dans les années 1960, entraînant la nécessité de créer une copropriété avec calcul de charges.

**Cérémonie de dénomination du Groupe scolaire :** La cérémonie aura lieu le 25 mai à 11h.

## **2024/CR1-1 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30/11/2023**

M. le Maire demande aux membres qui étaient présents à la réunion du conseil municipal du 30 novembre dernier s'ils approuvent le procès-verbal envoyé par mail le 28/02/24 (en même temps que la convocation). M. LEREVEREND souhaiterait que soit ajouté dans le dernier paragraphe des questions diverses, relatif à la voirie, le problème de sécurité à la Goutelle en raison de la vitesse excessive des véhicules. Cette modification est acceptée par M. le Maire.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité des membres qui y étaient présents :

- **D'approuver le procès-verbal de la réunion du conseil municipal en date du 30 novembre 2023.**

## **2024/CR1-2 : CONTRAT D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS POUR L'ANNEE 2024**

M. le Maire fait part du contrat proposé par le pôle insertion de l'AAJB au prix de 21 969 € sans taxes pour 14 tontes pour l'année 2024, l'association se chargeant de l'évacuation des déchets verts, contre 21 018 € pour l'année 2023, ce qui correspond à une augmentation de 4,5 %.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité :

- **D'autoriser M. le Maire à signer ledit contrat avec l'association des Amis de Jean Bosco pour l'année 2024, et ce, pour un montant annuel de 21 969 € sans taxes.**
- **De prévoir cette dépense au budget primitif 2024.**

## **2024/CR1-3 : CONTRAT DE BALAYAGE POUR L'ANNEE 2024**

M. le Maire indique que la commune s'est retirée du groupement d'achat de la communauté de communes et que Normandie Balayage n'a pas augmenté ses tarifs pour l'année 2024 : 300 € HT par passage comme l'an dernier. Suite à une erreur de facturation de la part de l'entreprise l'an dernier (facturation de 7 passages au lieu de 6), Normandie Balayage ne nous facturerait que 5 passages pour l'année 2024, ce qui représenterait un coût de 1500 € HT, soit 1650 € TTC pour l'année.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité :

- **D'autoriser M. le Maire à signer le contrat avec Normandie Balayage dans les conditions fixées ci-dessous, et pour un coût unitaire du passage à 330 € TTC et un coût total annuel de 1 500 € HT, soit 1650 € TTC.**
- **De prévoir cette dépense au budget primitif 2024.**

## **2024/CR1-4 : DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE ZH 100 ISSUE DE LA PARCELLE ZH 75 (DECHETERIE)**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

CONSIDERANT que le bien communal correspondant à la parcelle ZH 100 est issue de la parcelle ZH 75 servant à accueillir une déchèterie,

CONSIDERANT que le terrain correspondant à la parcelle ZH 100 n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public dans la mesure où ce morceau de terrain sert à accueillir depuis plusieurs années une infrastructure de téléphonie mobile,

CONSIDERANT qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**-CONSTATE la désaffectation de la parcelle ZH 100 sise 7 route de Condé – 14210 STE HONORINE DU FAY**

**-DECIDE du déclassement de la parcelle ZH 100 sise 7, route de Condé – 14210 STE HONORINE DU FAY du domaine public communal et son Intégration dans le domaine privé communal,**

**-AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération.**

La somme de 40 000 € sera versée par Cellnex France à la commune pour ce morceau de la parcelle ZH 75 situé au niveau de la déchèterie.

## **2024/CR1-5 : DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE ZC 152 ISSUE DE LA PARCELLE ZC 18 (STATION D'EPURATION)**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

CONSIDERANT que le bien communal correspondant à la parcelle ZC 152 est issue de la parcelle ZC 18 servant à accueillir une station d'épuration,

CONSIDERANT que le terrain correspondant à la parcelle ZC 152 n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public dans la mesure où ce morceau de terrain sert à accueillir depuis plusieurs années une infrastructure de téléphonie mobile,

CONSIDERANT qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**-CONSTATE la désaffectation de la parcelle ZC 152 sise 5, route de Maizet – 14210 STE HONORINE DU FAY**

**-DECIDE du déclassement de la parcelle ZC 152 sise 5, route de Maizet – 14210 STE HONORINE DU FAY du domaine public communal et son Intégration dans le domaine privé communal,**

**-AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération.**

M. le Maire rappelle que la somme de 30 000 sera versée par ATC France (morceau de la parcelle ZC 18- station d'épuration).

## **2024/CR1-6 : ACQUISITION D'UNE MACHINE AUTOLAVEUSE (SALLE POLYVALENTE)**

M. THOBIE, Maire-adjoint, indique que, lors de leur venue au Salon des maires, les adjoints et M. le Maire avaient pris contact avec 3 sociétés qui proposaient des autolaveuses. Leurs représentants sont venus sur place pour présenter leurs machines à la salle polyvalente en présence de l'adjoint technique en charge de son nettoyage. Des essais ont été réalisés sur le parquet et le carrelage, et il s'avère que c'est l'autolaveuse Nilfisk SC351 qui a semblé la plus compacte, la plus facile à manœuvrer et à utiliser. En réponse à M. BALLOIS, M. THOBIE indique que pour son entretien, il n'y aurait que les disques à changer pour une quarantaine d'euros et qu'il n'y aura pas besoin d'acheter de produits d'entretien (nettoyage à l'eau).

Trois devis ont été réceptionnés par la mairie pour l'acquisition d'une autolaveuse :

- Nilfisk Advance – OBYO – HEEGEO..... 3 512,90 € HT, soit 4 215,48 € TTC
- HDS – Sarl DURANT..... 2 783,05 € HT, soit 3 339,66 €
- KARCHER..... 3 574,40 € HT, soit 4 289,28 € TTC
- 

M. THOBIE propose donc de retenir le devis de Nilfisk Advance – OBYO – HEEGEO d'un montant de 3 512,90 € HT, soit 4 215,48 € TTC. M. LEREVEREND approuve le fait de consulter l'agent qui devra l'utiliser. M. THOBIE indique qu'une formation est aussi prévue pour celui-ci, et qu'il sera également possible de nettoyer les écoles avec cette machine durant les vacances scolaires.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité :

- **De retenir le devis de Nilfisk Advance – OBYO – HEEGEO pour l'achat d'une machine autolaveuse à un montant de 3 512,90 € HT, soit 4 215,48 € TTC ;**

- D'autoriser M. le Maire à signer ledit devis ;
- De prévoir l'inscription au budget primitif 2024 de cette dépense d'investissement.

## **2024/CR1-7 : DEVIS DU SDEC EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE POUR LA GARDERIE**

Le SDEC nous a fait parvenir le montant du raccordement au réseau public d'électricité de l'école maternelle suite au dépôt du permis de construire 01459223P0014 pour la construction d'une garderie et salle de motricité. Le coût du raccordement est estimé à 6 749 € HT par le SDEC. La participation demandée à la commune s'élève à 4 049,40 € sans taxe, montant auquel s'ajoutera le coût d'un branchement. Aussi, le bureau syndical du SDEC pourra apporter une aide financière complémentaire lors de la réalisation du projet. M. le Maire rappelle que l'objectif est que chaque bâtiment ait son propre compteur.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité :

- **D'autoriser M. le Maire à signer cet accord pour un montant maximal de 4 049,40 € sans taxe en vue du raccordement au réseau électricité de la garderie, sachant qu'une aide supplémentaire du SDEC est susceptible d'être allouée à la commune ;**
- **D'autoriser M. le Maire à mandater la somme nécessaire au compte 65568 ;**
- **De prévoir ladite somme au compte 65568 budget primitif 2024.**

## **2024/CR1-8 : DEVIS CHARPENTE PREFABRIQUE PRES DE L'ATELIER**

M. le Maire rappelle aux membres du conseil que ce sujet était à l'ordre du jour de la séance du 30 novembre dernier et que le coût du devis s'élevait avec la pose à 11 906,52 € HT, soit 14 287,82 € TTC. Ce sujet avait été reporté en raison du coût élevé. M. le Maire a donc demandé un nouveau devis sans la pose.

Le devis comprenant uniquement la fourniture d'une charpente s'élève à 10 116,62 € TTC (8 430,52 € HT). M. LEREVEREND indique qu'il s'abstiendra car il n'y a qu'un seul devis.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal**, à 12 voix pour et une abstention (M. LEREVEREND), **autorise M. le Maire :**

- **à signer le devis de l'entreprise ROUSSEL pour un montant de 8 430,52 € HT, soit 10 116,62 € HT pour la fourniture d'une charpente sur le préfabriqué qui a été déplacé à proximité de l'atelier municipal ;**
- **à mandater ladite somme qui devra être inscrite en investissement au budget primitif 2024 du budget principal.**

## **2024/CR1-9 : MODIFICATION DU REGLEMENT DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE**

Il a été constaté certains abus de la part de parents qui déposent leurs enfants en garderie le matin vers 8h30 au niveau de la garderie et qui demandent à ne pas être facturés en conséquence. De même, le soir, certains parents récupèrent leurs enfants entre 16h35 et 16 h45 à la garderie et demandent à être exonérés de facturation.

Face à ces abus, M. le Maire propose de modifier le règlement en conséquence, et de le mettre à jour, puis de mettre un mot dans les cahiers des enfants à faire signer aux parents.

M. LEREVEREND signale que le site internet mentionné pour voir les menus n'est pas le bon. Aussi, Mme HOUDAN indique qu'elle est gênée par la phrase mentionnant qu'en cas de retard des parents, l'enfant pourra être déposé en Gendarmerie. M. le Maire indique que cela n'est encore jamais arrivé et que la responsable de la garderie appelle d'abord les parents en cas de retard pour récupérer leur enfant.

Après en avoir délibéré, **le conseil municipal décide**, à l'unanimité :

- **De valider le règlement de la cantine et de la garderie périscolaire tel qu'annexé à la présente délibération.**

## **2024/CR1-10 : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PADD (PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES) DANS LE CADRE DE LA REVISION DU PLU**

Le projet d'aménagement et de développement durables ainsi qu'une présentation synthétique du PADD ont été transmis par mail à l'ensemble des membres du conseil municipal avant la réunion.

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit la révision du plan local d'urbanisme le 17 décembre 2020.

L'article L512-2 du Code de l'Urbanisme dispose que les PLU comportent un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Monsieur le Maire rappelle également que les études sur la révision générale du PLU sont en cours, et souligne qu'un débat doit avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du futur PLU de SAINTE-HONORINE-DU-FAY. Ce débat est un débat sans vote. Il doit permettre à l'ensemble du Conseil Municipal de prendre connaissance et de débattre des orientations générales proposées pour le nouveau projet de territoire.

Après avoir pris connaissance du PADD, s'articulant autour de trois objectifs principaux :

- A. Consolider le niveau d'équipements, de services et de commerces via un développement urbain adapté
- B. Préserver et valoriser le patrimoine naturel et bâti pour les générations futures
- C. Appuyer le développement économique sur la dynamisation du tissu existant

Vu les articles **L.153-33 et L.153-12 du code de l'urbanisme** relatifs au débat sur les orientations du PADD,

Vu l'article **L.151-5 du code de l'urbanisme** relatif au contenu du PADD,

Vu la délibération n°2020/CR10-85 en date du 17/12/2020 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme,

Après avoir invité les élus à débattre du PADD

Entendu les avis des membres du Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal a débattu des orientations générales du PADD :

Comme déjà évoqué lors d'une précédente réunion, M. LEREVEREND indique qu'au niveau de l'orientation 4 « intensifier la centralité du bourg pour maintenir une vie sociale » de l'objectif A, dans le deuxième paragraphe, il est écrit « Il sera essentiel également de concentrer en centralité les logements, les services, les déplacements doux et les espaces publics permettant la convivialité ». Or, il considère qu'il ne faut pas centraliser les déplacements doux mais au contraire s'en servir pour relier par des voies cyclistes ou piétonnes les hameaux au bourg. C'est le rôle du chemin des écoliers, du chemin longeant la rue des écoles, du chemin de l'Ormelée et de celui longeant la route de Condé. M. le Maire en fera part au cabinet d'urbanisme Neapolis.

M. LEREVEREND ajoute qu'au niveau de l'orientation 1 « conforter l'activité agricole » de l'objectif C, dans le deuxième paragraphe, il est écrit « Les efforts communaux en matière de gestion économe du foncier dépassent l'aspect strictement quantitatif, ils doivent répondre également à des exigences quantitatives, en veillant à la localisation des développements urbains communaux... ». L'adjectif « quantitatif » est utilisé deux fois. Peut-être, faudrait-il le remplacer par « qualitatif » à la deuxième mention ?

M. PROVENÇALLE demande si la mairie ne pourrait pas inciter à une agriculture plus propre. M. MAUGER répond que ce n'est pas aux communes d'imposer de nouvelles règles aux agriculteurs. D'autres institutions (Direction générale de l'alimentation en tant que Organisation Nationale de Protection des Végétaux et la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt) exercent déjà cette mission. M. PROVENÇALLE ajoute que les analyses de l'eau potable montrent que nous sommes bien au-dessus de ce qui est préconisé au niveau d'un pesticide en particulier, le chlorothalonil, et qu'il est inquiet de constater, dans les environs, des champs jaunissant par les pesticides. M. LEREVEREND voudrait qu'il soit ajouté, au niveau de l'orientation 1 de l'objectif C, la nécessité d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement. M. le Maire n'y est pas favorable, les agriculteurs devant déjà faire face à cette contrainte.

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération.

## **2024/CR1-11 : VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2023 DU BUDGET PRINCIPAL**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération 2021/CR8-62 du 25/11/2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) ;

Vu le Compte Financier Unique 2023 du budget principal de la commune de SAINTE HONORINE DU FAY;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, sous la présidence de M. THOBIE, M. le maire n'ayant pas pris part au vote, par 10 voix pour et une abstention (M. LEREVEREND) :

- **APPROUVE le Compte Financier Unique 2023 du budget principal de la commune de Sainte Honorine du Fay dont le bilan fait apparaître les résultats suivants :**

**Fonctionnement :**

Recettes		920 738,12 €
Dépenses	-	798 622,51 €
<b>Résultat de l'exercice 2023</b>		<b>122 155,61 €</b>
Excédent antérieur reporté		225 991,71 €
<b>Excédent de clôture</b>		<b>348 107,32 €</b>

**Investissement :**

Recettes		387 130,39 €
Dépenses	-	248 193,50 €
<b>Résultat de l'exercice 2023</b>		<b>138 936,89 €</b>
Excédent antérieur reporté		73 928,29 €
<b>Excédent de clôture</b>		<b>212 865,18 €</b>

- **DONNE pouvoir à M. le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

## **2024/CR1-12 : VOTE DU CFU 2023 DU BUDGET LOTISSEMENT**

Le compte financier unique regroupe en un seul document les informations de l'ordonnateur et celles du comptable. M. le Maire présente les résultats des sections de fonctionnement et d'investissement de l'année 2023. Il précise que le budget annexe Lotissement est soumis à TVA et qu'il est présenté en hors taxe, s'agissant d'une opération commerciale. Le budget lotissement devrait être terminé cette l'année mais on attend encore le versement d'une subvention.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération 2021/CR8-62 du 25/11/2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) ;

Vu le Compte Financier Unique 2023 du budget annexe lotissement de la commune de SAINTÉ HONORINE DU FAY;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité (11 voix), M. le maire n'ayant pas pris part au vote, et sous la présidence de Guy THOBIE :



- **APPROUVE le Compte Financier Unique 2023** du budget annexe de la commune de Sainte Honorine du Fay dont le bilan fait apparaître les résultats suivants :

**Fonctionnement :**

Recettes	725 311,89 €
Dépenses	- 707 100,22 €
<b>Résultat de l'exercice 2023</b>	<b>18 211,67 €</b>
Excédent antérieur reporté	597 923,20 €
<b>Excédent de clôture</b>	<b>616 134,87 €</b>

**Investissement :**

Recettes	590 818,55 €
Dépenses	- 707 100,22 €
<b>Résultat de l'exercice 2023</b>	<b>- 116 281,67 €</b>
Déficit antérieur reporté	- 586 658,55 €
<b>Déficit de clôture</b>	<b>- 702 940,22 €</b>

- **DONNE pouvoir à M. le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**Questions diverses :**

**Rond-point du Ronceray :** Mme HOUDAN demande s'il serait possible de remplacer les arbustes morts sur le rond-point du Ronceray. M. le Maire indique, qu'en effet, il faudra faire le nécessaire. Aussi, il ajoute que les riverains sont dérangés par le bruit de l'éolienne située sur le rond-point et qu'une vidéo nous a même été envoyée afin de montrer l'ampleur des nuisances. M. le Maire préconise de la bloquer.

Mme OUTIN signale qu'au niveau de la boulangerie, il faudrait refixer un panneau (bruit..)

**Repas des anciens :** le repas des anciens, qui a eu lieu le 10 mars, a apporté entière satisfaction aux convives, et des compliments ont été faits concernant l'utilisation de petites tables de 8 personnes qui ont permis davantage de convivialité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h50.

Le Maire,

Alain MAUGER



Le secrétaire,

Hélène QUESNOT



